(1)

(N° 202.)

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 21 MAI 1863.

Pétition du conseil communal d'Anvers relative au projet de loi fixant les limites de l'esplanade de la citadelle du Nord et modifiant la législation sur les servitudes militaires.

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA SECTION CENTRALE (1), PAR M. VAN HUMBÉECK.

MESSIEURS,

Le conseil communal d'Anvers vous demande, par pétition, en date du 19 de ce mois, de rejeter le projet de loi qui fixe les limites de l'esplanade de la nouvelle citadelle du Nord et modifie la législation sur les servitudes militaires.

Il s'appuie sur trois raisons :

- 1° Le projet de loi détruit tout espoir de voir admettre le principe de l'indemnité pour établissement de nouvelles servitudes extérieures ;
- 2° Il admet l'existence de servitudes militaires intérieures ;
- 3° Il ratifie la construction illégale de la citadelle du Nord ; il donne au Gouvernement, un bill d'indemnité.

Nous nous sommes expliqués sur les deux premiers points dans notre rapport relatif au projet de loi lui-même. Nous avons constaté, quant au principe de l'indemnité, que, dans l'état actuel des opinions, toute tentative de l'introduire dans la législation demeurerait sans succès. Nous avons fait ressortir que le projet de loi, dans la pensée de la section centrale, ne tranchait pas la question de savoir si les citadelles possèdent ou non une zone de servitudes militaires vers l'intérieur des villes.

Nous avons donc à examiner seulement si le projet de loi accorde au Gouvernement un bill d'indemnité pour la construction de la citadelle du Nord, construction qui aurait été illégale jusqu'ici.

(1) La section centrale était composée de MM. MOREAU, président, JACQUEMYS, CROMBEZ, DE FRÉ, LOOS, ALLARD et VAN HUMBÉECK.

L'an dernier, Messieurs, le conseil communal d'Anvers vous a demandé le déplacement de la citadelle du Nord en même temps que la disparition de la citadelle du Sud. Un rapport vous a été présenté le 9 mai 1862 sur cette réclamation. On y soutenait que le projet soumis à la législature en 1859 donnait le détail des moindres ouvrages et ne disait pas un mot de la citadelle du Nord. On y soutenait que les organes du Gouvernement n'avaient nullement parlé de la création de cet important ouvrage de défense. On y disait, enfin, que « la majorité de la commission des pétitions estimait qu'il y avait lieu de soumettre la question des citadelles à un nouvel examen, et d'en confier le soin à une commission d'enquête, dans laquelle la Chambre serait représentée par plusieurs de ses membres. »

Ainsi la légalité de la construction de la citadelle du Nord était en discussion devant la Chambre, en même temps qu'une nouvelle étude était demandée quant à l'utilité, à la nécessité de cette construction.

Le débat s'ouvrit sur ce rapport.

Dans la discussion, le Ministre de la Guerre déclara ne vouloir pas laisser se propager l'idée qu'il aurait trompé la ville d'Anvers, en lui laissant ignorer la construction future d'une citadelle au Nord de l'enceinte agrandie.

Il n'aurait jamais consenti, disait-il, si on n'avait proposé cette citadelle, à l'agrandissement général, ou au moins il aurait exigé le maintien de l'enceinte actuelle, comme réduit de la position. (Séance du 15 mai.)

D'autres orateurs soutinrent, au contraire, que les plans soumis à la Chambre en 1859 n'indiquaient d'aucune manière l'importance ou la destination de la nouvelle citadelle. Le chef de la commune d'Anvers vint même déclarer sur l'honneur que ni lui, ni personne au conseil communal, n'avait connu les conditions dans lesquelles la citadelle du Nord devait être construite. (Séance du 15 mai.)

La proposition suivante fut signée et déposée par tous les députés d'Anvers, l'honorable M. Rogier excepté :

- « La Chambre,
 » Considérant qu'il y a lieu de soumettre à l'examen d'une commission (dans laquelle la Chambre sera représentée par plusieurs de ses membres) la question de savoir si le système des fortifications que l'on exécute à Anvers ne pourrait être modifié, en éloignant ou faisant disparaître les citadelles, de manière à mieux concilier les intérêts de la ville et du commerce avec ceux de la défense nationale,
 » Renvoie les pétitions à M. le Ministre de la Guerre et à M. le Ministre de l'Intérieur. »

Cette proposition fut repoussée dans la séance du 15 mai, par cinquante-quatre voix contre vingt, et six abstentions. Deux membres de la section centrale, au nom de laquelle nous parlons, faisaient partie de la minorité. C'étaient l'honorable M. Loos et votre rapporteur.

Ainsi, si le Gouvernement avait réellement besoin d'un bill d'indemnité, il lui aurait été donné de la manière la plus expresse depuis un an.

Le troisième motif, pour lequel le conseil communal d'Anvers nous demande de

rejeter le projet de loi, ne nous engage donc en rien à modifier les conclusions de notre rapport.

Si on veut reproduire la question devant la Chambre, si on croit pouvoir amener celle-ci à modifier sa décision de l'an dernier, l'occasion s'en présentera naturellement pendant la discussion. Disons cependant que, dans la pétition du conseil communal, nous ne trouvons que des raisons déjà présentées à la Chambre et condamnées par elle dans une décision, que doivent respecter ceux mêmes qui la regrettent. Si des raisons nouvelles doivent se produire, elles se formuleront peut-être à l'occasion de la pétition, mais elles ne sont point renfermées dans la pétition elle-même.

Nous croyons pour le moment devoir conclure simplement au dépôt de la pétition sur le bureau, pendant la discussion du projet de loi, auquel elle se rapporte.

Le Rapporteur,

P. VANHUMBEÉCK.

Le Président,

A. MOREAU.